

[A propos](#)[Contact](#)[Membres](#)[Boutique](#)[Faire un don](#)

Taille du texte:

Imprimez:

CJPMO applaudit la motion du Québec sur le statut de la Palestine

Propagande : Promouvoir la «

## La une

[La dangereuse ère de la télécommande](#)[Le droit international permet-il de soutenir ouvertement l'opposition armée en Syrie ?](#)[C. Rice : Assad contrarie nos projets et l'Iran est le Karl Marx d'aujourd'hui !](#)[Israël continue le bombardement massif de Gaza au milieu de pourparlers en vue d'une trêve](#)[Les multiples visages de cheikh Ahmad Moaz Al-Khatib](#)[2007-2012 : 6 années qui ébranlèrent les banques](#)[Israël rappelle 75 000 soldats sous les drapeaux pendant que les bombardements se poursuivent à Gaza](#)[Passation de témoin en Chine : Une](#)[Tous les articles](#)

## ACTUALITÉS

### LES PLUS PARTAGÉS

#### RÉGIONS

#### THÈMES

#### ANALYSES

Inscrivez-vous à la Newsletter\*

OK

## Faire un don maintenant

Recherche

Liste des pays

Auteurs

Capital Via  
Stock Cash Trading  
Recommendations  
from  
Expert Analysts!!  
START Your FREE TRIAL now

[Suivre Mondialisation.ca](#)

# La proposition de constitution égyptienne entérine des pouvoirs dictatoriaux et un régime militaire

De [Chris Marsden](#)Global Research, 01 décembre 2012  
[www.ws.org](http://www.ws.org)Région : Moyen Orient  
Analyses: [Le «Printemps arabe»](#)

Like 63

0

Upto 1500 Cash Back  
Hurry! Limited Stocks  
FREE SHIPPING  
CASH ON DELIVERY  
SHOP NOW  
Order by phone 0120 4455918



Jeudi 29 novembre, l'Assemblée constituante égyptienne a commencé à voter sur la nouvelle constitution dans une initiative agressive des Frères musulmans et du président Mohamed Morsi.

Alors qu'elle a pour dessein de contrer un éventuel défi juridique, son objectif plus important est de rassembler la base sociale des Frères contre les protestations de masse qui sont survenues après que Morsi s'est lui-même octroyé, jeudi dernier, des pouvoirs dictatoriaux. Elle vise aussi à préparer une contre-offensive de l'armée.

La décision cherche à anticiper un arrêt pris dimanche par la Cour constitutionnelle suprême qui aurait pu dissoudre l'assemblée et statuer sur la légitimité de la chambre haute du parlement égyptien, le Conseil de la Shura dominé par les Islamistes. La cour avait dissout en juin la chambre basse du parlement, l'Assemblée du peuple.

Les Frères demandent un vote sur la constitution qui conférerait une façade pseudo-démocratique aux efforts entrepris pour consolider leur pouvoir et celui de l'armée égyptienne – représentant collectivement les forces dominantes au sein de la bourgeoisie. Une fois adoptée, Morsi est obligé de soumettre la constitution à un référendum dans les quinze jours qui suivent. Des élections auraient lieu début 2013.

Dans une interview accordée jeudi soir à la télévision publique égyptienne, Morsi a dit que si une nouvelle constitution était adoptée, le décret de la semaine passée « ne serait plus valide. » L'implication est que si la constitution n'est pas approuvée, Morsi continuera d'exercer des pouvoirs exécutifs illimités.

Alors que peu d'attention a été accordée jusqu'ici à la nouvelle constitution, l'élément de loin le plus important en est l'effort qui est poursuivi pour sauvegarder les privilèges et le pouvoir de l'armée. Ceci a pour but un réaménagement de l'alliance entre les Frères musulmans et l'armée de laquelle dépend le sort de la bourgeoisie si elle veut affronter l'opposition populaire grandissante.

L'Assemblée constituante a approuvé des articles stipulant que le budget de l'armée ne sera toujours pas soumis au contrôle du parlement. Ceci est crucial pour, en premier lieu, dissimuler l'implication massive de l'armée dans l'économie qui contrôle environ 40 pour cent du PIB. Il s'agit aussi de cacher à la classe ouvrière l'ampleur de l'appareil répressif militaire.

La constitution comporte aussi un article autorisant le procureur militaire à juger des civils pour des délits « causant un préjudice aux forces armées, » comme l'a proposé le dirigeant du parti des Frères, le Parti de la justice et de la liberté, Mohamed al-Beltagy.

Elle met en place un Conseil de défense national dirigé par Morsi et qui comprend le premier ministre; les ministres de la Défense, des Affaires étrangères, des Finances et de l'Intérieur ; le chef du renseignement ; le chef d'état-major des forces armées ; les commandants de la marine, des forces aériennes et de la défense aérienne ; le commandant des opérations de l'armée et le chef du renseignement militaire. Selon un article s'y rapportant, le ministre de la Défense, doit être un officier de l'armée et assurer la fonction de commandant en chef des forces armées.

Ce conseil décidera des questions de sécurité nationale, du budget militaire et il sera consulté sur toutes les lois futures liées à l'armée. L'article permet que d'autres pouvoirs non définis soient octroyés au conseil.

**Sign Up** Create an account or [log in](#) to see what your friends like.

 **Mondialisation.ca** on Facebook  
I like 2,948  
Facebook social plugin

Mondialisation.ca sur Twitter

*Libre-échange Canada-Europe : deux approches, deux stratégies* <http://t.co/OxUWeUcF> about 22 hours ago from [Tweet Button](#)

Suivre @CRM\_CRC 388 abonnés

## Nos livres (anglais)



**Towards a World War III Scenario**

by Michel Chossudovsky

[Buy Now!](#)



**America's "War on Terrorism"**

by Michel Chossudovsky

[Buy Now!](#)



**Globalization of Poverty and the New World Order**

by Michel Chossudovsky

[Buy Now!](#)



**Seeds of Destruction: Hidden Agenda of Genetic Manipulation**

by F. William Engdahl

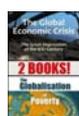
[Buy Now!](#)



**SPECIAL: America's "War on Terrorism" + Globalization of Poverty**

by Michel Chossudovsky

[Buy Now!](#)



**SPECIAL: Global Economic Crisis + Globalization of Poverty**

by Michel Chossudovsky

[Buy Now!](#)



**The Global Economic Crisis**

by M. Chossudovsky and A. G. Marshall

[Buy Now!](#)

**Boutique en ligne**

On ne pourrait trouver avant-projet plus évident en vue d'une dictature militaire à venir.

Morsi a, de plus, tenté de lier les efforts entrepris pour recourir aux préjugés religieux dans le but de rassembler les couches les plus arriérées des travailleurs et des paysans, au rejet des exigences les plus extrêmes formulées par ses alliés au sein des groupes salafistes. L'objectif est de faire qu'il soit plus facile aux Etats-Unis et aux puissances européennes de soutenir son coup de force. L'assemblée a donc voté de maintenir la charia, ou loi islamique, en tant que « principale source de la législation » – comme c'était le cas sous le régime déchu d'Hosni Moubarak.

Cependant, la constitution n'inclut pas les appels du Parti al-Nour pour que l'on remplace la référence aux « principes » de la loi de la charia par le terme de « règles. » Elle stipule aussi que la chrétienté et le judaïsme seront la « principale source de la législation » pour les chrétiens et les juifs égyptiens. L'article 219 donne la définition de la loi islamique en termes de jurisprudence musulmane sunnite et qui est ancrée dans l'autorité de la mosquée Al-Azhar et de l'université.

La déclaration de Morsi de la semaine passée a établi qu'il n'y aurait pas de recours contre les décrets constitutionnels lancés depuis son arrivée au pouvoir et qu'il pourrait prendre toute mesure nécessaire pour « protéger la révolution » ou pour sauvegarder la sécurité nationale. Face à l'opposition croissante de centaines de milliers, Morsi a promis d'abandonner ses pouvoirs dès qu'une nouvelle constitution serait instaurée. Il a rassuré les magistrats de haut rang, dont la plupart ont des liens avec l'ancien régime, que les décrets ne s'appliqueraient qu'aux « questions de souveraineté » visant à protéger les institutions en leur permettant ainsi de dormir sur leurs deux oreilles dans leur lit fort confortable. Les magistrats ont toutefois appelé, fait sans précédent, à une grève.

La nouvelle constitution montre très clairement que les Frères n'ont nullement l'intention de céder les pouvoirs qu'ils revendiquent. L'assemblée constituante a voté un article accordant au Conseil de la Shura le pouvoir de promulguer des lois jusqu'à ce qu'une nouvelle chambre basse du parlement soit élue. Ainsi, les pouvoirs accumulés par Morsi ont tout simplement été transférés à une organisation dominée par les Islamistes.

Les Frères méprisent ouvertement leurs adversaires bourgeois. Onze des membres libéraux de l'Assemblée constituante qui se sont retirés pour protester contre le précédent décret de Morsi, en même temps que des représentants des trois principales églises d'Egypte, ont tout simplement été remplacés. Un tel mépris est attisé par la compréhension que le souci majeur des partis d'opposition est de garantir que l'hostilité à l'égard de Morsi et des Frères soit contenue dans des limites qui ne menacent pas les intérêts fondamentaux de la bourgeoisie égyptienne et de ses partisans impérialistes.

L'une des onze personnes exclues du panel, en l'occurrence l'ancien ministre des Affaires étrangères de Moubarak et candidat présidentiel malheureux, Amr Mousa, s'est discrètement plaint à Reuters en disant, « C'est aberrant et c'est une démarche qui ne devrait pas être faite compte tenu du contexte de colère et de ressentiment existant au sein de l'actuelle assemblée constitutionnelle. »

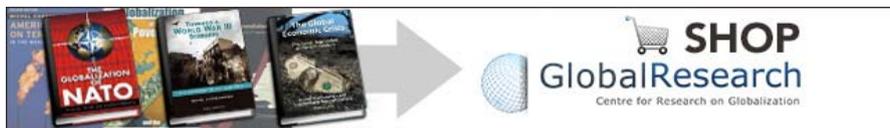
Mohammad Abdel-Alim Dawoud du Parti Wafd qui s'est également retiré, a lancé le même avertissement, « Si les Frères continuent dans cette voie, cela aggravera davantage les choses parce qu'il n'y aucune intention de parvenir à un consensus. »

Morsi fonde ses calculs sur le feu vert qu'il a reçu des puissances occidentales. Washington et ses alliés considèrent les Frères comme étant avant tout une force importante pour maintenir l'ordre au Moyen-Orient, comme l'a prouvé le rôle qu'ils ont joué dans l'établissement de régimes pro-occidentaux en Tunisie et en Libye, au sein du mouvement d'opposition en Syrie et dans les récents efforts de Morsi pour garantir un cessez-le-feu après le bombardement de Gaza par Israël. Ils cherchent également à faire collaborer les Frères avec l'armée pour réprimer l'opposition grandissante aux mesures d'austérité exigées par le Fonds monétaire international et qui ont déjà été à l'origine d'une vague de grèves.

Mercredi, le ministre égyptien des Affaires étrangères, Mohammad Kamel Amr, a dit aux journalistes lors de sa participation à une réunion à Berlin avec le ministre allemand des Affaires étrangères, Guido Westerwelle, que les troubles politiques n'affecteraient pas les négociations égyptiennes avec le FMI sur un accord de prêt de 4,8 milliards de dollars. Le même jour, le cabinet ministériel a dévoilé son plan de réformes économiques promettant de faire passer, par voie de coupes brutales, le déficit budgétaire de 11 pour cent pour l'exercice financier 2011/2012 à moins de 5 pour cent d'ici 2016/17.

Une manifestation de masse contre Morsi a lieu aujourd'hui, et qui a été appelée par ses adversaires officiels. Mais, avec la menace grandissante d'une répression militaire, tout dépend à présent de l'éventualité d'une rupture de la masse des travailleurs et des fermiers pauvres d'avec ces forces bourgeoises dans le but d'engager une lutte pour l'établissement d'organisations indépendantes pour la prise du pouvoir et la mise en place d'un gouvernement ouvrier.

Article original, [WSWS](#), paru le 30 novembre 2012



Like 63

Articles de :  
**Chris Marsden**

**Sur le même sujet:**



**Mauvaise lecture de la loi sur la détention militaire: Le régime Obama n'a aucuns scrupules constitutionnels**

Les régimes Bush/Obama ont échappé aux conventions de Genève en déclarant que les détenus n'étaient pas des prisonniers de guerre, mais des "ennemis combattants", des "terroristes", ou quelq' autre vocable qui enlève toute responsabilité au gouvernement américain quant à leur traitement.

**La révolution égyptienne (entretien)**

Économiste franco-égyptien, membre du Conseil international du Forum social mondial et président du Forum mondial des alternatives, Samir Amin analyse les enjeux politiques et économiques de la crise que traverse l'Égypte. L'entretien a été réalisé depuis Dakar au Forum social...

**USA : le programme gouvernemental d'écoutes téléphoniques entériné et étendu**

Toute administration future pourra désormais espionner les conversations téléphoniques et les mails transitant par les plus grands opérateurs.

Le 10 juillet, le président américain George Bush a finalement promulgué la loi sur les écoutes téléphoniques. L'approbation du Congrès à cette...



**USA et « Groupe de contact » : pleins pouvoirs au Cnt de Benghazi**

La quatrième tentative du Groupe de contact de se débarrasser de Kadhafi et résoudre l'embêtante crise libyenne a commencé hier à Istanbul. Présents : les représentants d'une quarantaine de pays et organisations, parmi lesquels se distinguaient le secrétaire d'Etat étasunienne...



**L'armée égyptienne menace de réprimer ceux qui contestent le résultat de l'élection présidentielle**

Des sources de l'armée égyptienne ont indiqué hier soir qu'il existe des plans pour réprimer l'opposition populaire au régime militaire dans le contexte de contestations de plus en plus importantes sur le résultat de l'élection présidentielle de ce week-end. La...

Disclaimer: The contents of this article are of sole responsibility of the author(s). The Centre for Research on Globalization will not be responsible for any inaccurate or incorrect statement in this article. The Center of Research on Globalization grants permission to cross-post original Global Research articles on community internet sites as long as the text & title are not modified. The source and the author's copyright must be displayed. For publication of Global Research articles in print or other forms including commercial internet sites, contact: publications@globalresearch.ca

www.globalresearch.ca contains copyrighted material the use of which has not always been specifically authorized by the copyright owner. We are making such material available to our readers under the provisions of "fair use" in an effort to advance a better understanding of political, economic and social issues. The material on this site is distributed without profit to those who have expressed a prior interest in receiving it for research and educational purposes. If you wish to use copyrighted material for purposes other than "fair use" you must request permission from the copyright owner.

For media inquiries: media@globalresearch.ca

Copyright © Chris Marsden, wsws.org, 2012

- English Français
- Español Italiano
- Deutsch Português
- srpski العربية
- Actualités**
- Liste des pays**
- Auteurs**
- Les plus partagés**
- Liens**
- Contactez-nous**

**Themes**

- Crimes contre l'humanité
- Loi et Justice
- Histoire, société et culture
- 11 sept. Guerre au terrorisme
- Désinformation médiatique
- Politique et religion
- Science et médecine
- Nations Unies
- Droits des femmes

**Geographic Region**

- États-Unis
- Canada
- Moyen Orient
- Amérique latine & Caraïbe
- Europe
- Afrique subsaharienne
- Russie et CEI
- Asie
- Océanie